

INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE



# STRATÉGIE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'IICA EN HAÏTI 2011-2014



*POUR UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE ET  
DURABLE POUR LES AMÉRIQUES*



## **Table des matières**

Présentation .....	1
Cadre Strategique du Secteur Agricole_ .....	1
Les actions de cooperation technique de l'IICA en Haiti .....	3
Reddition de comptes et evaluation des resultats .....	5
Portfolio des projets .....	8

# STRATÉGIE DE COOPÉRATION TECHNIQUE IICA/HAÏTI 2010-2014

## **PRÉSENTATION.**

En conformité avec les décisions arrêtées par le « Conseil Interaméricain de l'Agriculture » (JIA) de l'IICA et mises en oeuvre par les instances exécutives de l'Institut, faisant obligation à chaque représentation nationale des 34 pays membres de préparer chaque quatre (4) ans un « Document de Stratégie de Coopération Technique », le bureau de l'IICA en Haïti présente le « Document de Stratégie de Coopération Technique 2010-2014 ».

La présentation de ce document répond, au souci de transparence et de recherche d'information et de collaboration agissante tant avec les institutions du Gouvernement Haïtien (GOH) qu'avec les autres acteurs du secteur agricole, à savoir les producteurs agricoles de toutes catégories, les agro entrepreneurs, les organisations internationales(OI), les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations professionnelles agricoles(OPA) etc.

En ce sens, le Document de Stratégie de l'IICA 2010-2014 devra servir de cadre de référence et de tableau de bord, tant pour le Bureau de l'IICA que pour ses partenaires, en vue de l'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés. Ce document a été approuvé par le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), l'Ing-Agr. Joanas Gué (Voir lettre d'approbation présentée en Annexe).

## **I. CADRE STRATEGIQUE DU SECTEUR AGRICOLE**

Haïti est un pays à forte densité démographique (9,6 millions d'habitants sur 27 560 km<sup>2</sup>, soit 348 habitants/km<sup>2</sup>) en voie d'urbanisation rapide mais anarchique. De 1996 à 2006, la croissance de la population a dépassé l'évolution du PIB, entraînant une diminution de 0,6% du PIB par habitant. Haïti est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes. Plus de 75% de la population vit dans une situation de pauvreté générale et plus de 58% dans la pauvreté extrême frappant plus particulièrement les zones rurales, regroupant près de 63% de la population du pays.

Bien que l'agriculture représente le premier secteur économique du pays, la production nationale d'aliments ne réussit qu'à couvrir 40% de la demande globale. En effet, l'agriculture haïtienne est caractérisée par une décapitalisation extrême des exploitations agricoles. Celle-ci entraîne dans son sillage une incapacité structurelle à couvrir les besoins alimentaires de la population et une dépendance accrue envers les importations, rendant de plus en plus préoccupante l'incidence de l'insécurité alimentaire.

L'économie rurale est dominée par les petites unités de production (1,000,000 à 1, 200,000.) basées sur une gestion familiale, avec des superficies moyennes de 0,5 à 1ha. Une des caractéristiques essentielles de cette économie est sa grande précarité et sa trop grande vulnérabilité à tous les niveaux : aléas climatiques, sociaux et politiques.

Les études socio-économiques récentes indiquent que la cause majeure de la pauvreté rurale est l'inégalité d'accès aux facteurs de production tels : terre, eau, équipements, crédit, adaptations technologiques, savoir-faire et encadrement, faiblesse des investissements, problèmes d'accès aux marchés et absence de petites et moyennes entreprises(PME) etc. En d'autres termes, manque d'application d'une politique agricole d'Etat dans le milieu rural.

L'insuffisance du crédit à la production agricole et la faible efficacité des interventions des institutions financières, sont reconnues comme étant les deux principaux facteurs responsables du marasme économique du monde rural.

Le pays fait également face à de nombreuses contraintes environnementales : cyclones réguliers, inondations, perte significative de sols, érosion accélérée des bassins versants suite à un déboisement exagérée des peuplements forestiers et même fruitiers, en vue de la fabrication du charbon de bois, principale source énergétique des foyers et des petites industries de transformation des produits agricoles.

De plus, les politiques macro-économiques adoptées depuis 1987 (suppression hâtive des barrières tarifaires et des contingentements) n'ont pas donné les résultats escomptés en matière de réduction des prix des produits alimentaires et de croissance des quotas d'exportation, entraînant ainsi augmentation considérable du coût de la vie.

Il faut également souligner l'incidence négative sur l'économie nationale du séisme du 12 janvier 2010, qui en l'espace de quelques secondes a anéanti un nombre considérable de vies humaines, ainsi qu'une forte partie des infrastructures physiques, économiques, financières, institutionnelles du secteur public et du secteur privé. Ces pertes ont été évaluées par la Banque Mondiale à 120% du PIB.

Bien qu'il puisse ne pas être considéré comme l'un des secteurs les plus directement touchés par le tremblement, de terre, le secteur agricole, en a cependant subi les contrecoups, vu le nombre de déplacés qui ont fui les zones sous influence du séisme en regagnant les zones rurales, aggravant ainsi la pression sur les terres et aussi le chômage rural.

Le secteur agricole est appelé à jouer un rôle clef tant pour le maintien de la sécurité alimentaire que pour le redressement économique et la stabilité sociale du Pays. Cela implique donc la nécessité impérieuse d'apporter à ce secteur tout le soutien nécessaire, tant sur le court terme grâce à des interventions d'urgence qui permettront de répondre aux besoins immédiats, qu'à moyen et à plus long terme afin de relancer la production, moderniser et redynamiser le secteur.

Dans ce contexte très préoccupant, mais chargé de défis, le Bureau de l'IICA en Haïti, en tant que partenaire privilégié du GOH veut jouer un rôle de premier plan dans le processus de relèvement de l'économie nationale, en renforçant son appui technique aux institutions étatiques et para-étatiques du secteur agricole.

De même une coopération de plus en plus serrée avec les autres acteurs du secteur agro-productif et agro-industriel (Universités, ONG, agences de coopération multilatérale et bilatérale etc.) permettra au Bureau de l'IICA de continuer à amplifier sa mission d'introduire un nouveau modèle de coopération technique en Haïti et aussi de continuer à promouvoir la compétitivité du secteur agricole et une agriculture durable dans le pays.

Le présent « Document de stratégie de coopération technique 2010-2014 » présente donc les objectifs généraux et spécifiques de l'IICA pour la période citée, les idées de projets visualisés, ainsi que les démarches à entreprendre pour arriver à sa mise en oeuvre optimale.

Le Document de Stratégie de l'IICA tire son orientation, non seulement des directives générales définies par le siège central de l'IICA, mais, il accorde une importance particulière aux orientations stratégiques et aux objectifs nationaux fixés par le GOH et par le MARNDR qui est l'institution publique étatique pilote du secteur.

Ainsi, il se veut en conformité avec les éléments de politique et de stratégie définie dans les documents suivants :

- Le « Plan à Moyen Terme 2010-2014 de l'IICA »,
- la « Stratégie de Développement Agricole Régionale de la Caraïbe 2010-2014 » (IICA) ;
- Le « Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté » (DSNCRP/GOH),
- Le Plan d'Intervention post-Désastre (GOH /PDRNA (2010)
- La « Politique de Développement Agricole 2010-2025, Nouvelle Version (MARNDR),
- Le « Plan d'investissement du secteur agricole » (MARNDR)
- L'Agenda National de Coopération Technique 2006-2010
- Les priorités définies pour le travail conjoint avec la FAO, en appui à la zone frontalière.

## **II. LES ACTIONS DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'IICA EN HAITI**

### **A. Les Objectifs de la Coopération Technique.**

L'objectif général de la coopération technique de l'IICA est de contribuer à l'atteinte d'un développement durable de l'agriculture, de la prospérité du monde rural et de la sécurité alimentaire de la population. Plus spécifiquement, l'IICA cherchera à orienter ses actions en matière de coopération technique dans le but de :

1. Intensifier l'expertise technique nécessaire au MARNDR, dans les différents domaines de la compétence de l'Institut
2. Travailler au regain de la compétitivité des produits agricoles nationaux sur les marchés locaux et régionaux.
3. Mettre en œuvre en collaboration avec les partenaires du secteur agricole au moins quatre projets apportant des innovations en matière d'amélioration et de diversification de la production agricole, de la formation cadres en recherche ; développement nouvelles technologies pour les petits producteurs;
4. Intensifier l'appui aux associations d'irrigants et de petits producteurs agricoles.
5. Intensifier l'appui apporté au MARNDR dans la lutte pour l'éradication des maladies épidémiques et/ou endémiques du bétail et de la volaille telles que : la peste porcine classique, la grippe aviaire, la rage canine, le charbon bactérien, etc. contre les pestes des cultures, particulièrement la Sigatoka noire et la mouche du fruit;
6. Intensifier les relations d'échanges et de coopération entre les producteurs haïtiens et dominicains dans la recherche des réponses aux demandes des marchés européens et américains
7. Promouvoir des associations et organisations de la société civile paysannes orientées vers la recherche de l'amélioration des conditions de vie de producteurs ;
8. Inciter et promouvoir la création d'emplois non agricoles dans le milieu rural;
9. Continuer à soutenir la lutte pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en intensifiant l'appui apporté à la CNSA
10. Parvenir à intensifier la collaboration technique et politique avec le MARNDR, le Ministère de l'Environnement (MDE), le MICT et sa Direction de la Protection Civile en matière d'appui aux efforts de protection de l'environnement
11. renforcer ces lignes de coopération avec ces agences de la coopération internationale et aussi la coopération horizontale avec les représentations diplomatiques des pays voulant aider Haïti.

Ces objectifs s'alignent sur les axes stratégiques de l'IICA en Haïti et se fondent sur ceux définis dans le « Plan à Moyen Terme » (PMT).

Ces axes s'énoncent comme suit :

- a) Intensifier la productivité et la production agricole, la compétitivité et l'accès aux marchés ;
- b) Promouvoir la gestion durable des terroirs, l'amélioration durable de la vie et du bien-être du monde rural ;
- c) Promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- d) Promouvoir la gestion durable de l'environnement, en prenant en compte les effets du changement climatique ;
- e) Promouvoir le renforcement et la consolidation des institutions régionales et des mécanismes d'intégration et de consolidation de leurs efforts de développement.

## B. Résumé des Actions de Coopération Technique

Les actions de coopération technique de l'IICA en Haïti pour la période 2011-2014 s'inscriront dans le cadre des cinq (5) axes stratégiques sus mentionnés. En résumé, au cours de la période 2011-2014, le bureau de l'IICA en Haïti cherchera à développer des projets qui viseront spécifiquement les secteurs suivants, par ordre de priorité décroissante :

1. Un appui à l'augmentation de la Production et à la sécurité alimentaire;
2. Un renforcement au Programme national de Santé animale et la santé végétale et à l'Innocuité Alimentaire;
3. Un appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, incluant la formation des cadres ;
4. Un rapprochement du secteur privé et du secteur public de façon à promouvoir un plus grand investissement du secteur privé dans le secteur agricole ;
5. Le renforcement de la coopération horizontale entre les pays membres et la promotion de la coopération inter-agence.
6. La promotion d'interventions entraînant une diminution de la pression sur le milieu (énergies alternatives, bioénergies, production intensive d'espèces fruitières et forestières).

Les projets identifiés à date pour répondre à ces objectifs sont les suivants :

- ***Renforcement Institutionnel du Secteur par l'appui technique au projet de Renforcement des Capacités humaines et l'entraînement des cadres et l'appui au projet de renforcement de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire.***
- ***Renforcement de la Santé Animale au niveau national par l'appui technique au projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et au projet de Contrôle de la Grippe Aviaire.***
- ***Relance de la production Agricole et la Sécurité alimentaire en Haïti par l'Appui technique aux différents projet implémentés le bureau***

Les profils de ces différents projets sont présentés en Annexe.

### **III. REDDITION DE COMPTES ET EVALUATION DES RESULTATS (A PREPARER PAR HEADQUARTERS)**

- a. Reddition de Comptes
- b. Evaluation des Résultats des Projets
- c. Suivi trimestriel.

## PORTFOLIO DES PROJETS

1. Nom du Projet	<b><i>Renforcement Institutionnel du Secteur par l'appui technique au projet de renforcement des capacités humaines et l'entraînement des cadres</i></b>
2. Ligne d'Action par rapport au PMP:	<p>Innovation and Technology : Ligne 3 : Nouvelles Utilisations de l'Agriculture (Innovation pour la Productivité et la compétitivité). Ligne 6 : Gestion de la Connaissance et des TIC pour l'Innovation (Innovation pour la Productivité et la compétitivité).</p> <p>Agribusiness and Commercialisation :Ligne 1 : Lien entre les Producteurs et les marchés, y compris les petits producteurs (Négoces Agricoles et Commercialisation). Ligne 2 : Ajout de Valeur à la Production agricole et conversation de la valeur dans les zones de production (Négoces agricoles et commercialisation).</p>
3. Champ d'Action:	National
4. La Problématique :	<p>La majorité des professionnels du secteur agricole n'ont pas accès à un système de formation continue leur permettant d'actualiser leurs connaissances. De plus, il manque des techniciens intermédiaires pour donner une assistance de proximité aux agriculteurs. Ainsi, pour développer la production agricole à partir des petits producteurs, il est essentiel que les professionnels du secteur privé aussi bien que les fonctionnaires du Ministère qui ont comme mandat d'appliquer la politique du gouvernement, sachent comment mettre en place des mécanismes qui vont favoriser ce développement. En Haïti il y a peu de culture administrative favorisant ce type d'encadrement. Ce programme de renforcement institutionnel permettra tant aux professionnels du secteur privé qu'aux cadres du Ministère d'être imprégnés des méthodes de travail qui existent dans d'autres pays et puissent les adapter au contexte Haïtien.</p> <p>Ces professionnels formés devront exercer un nouveau type de leadership dans la communauté où ils devront avoir des qualités de négociation, de communication et d'initiative.</p>
5. Objectif général :	Collaborer dans la formation et l'entraînement des professionnels du secteur agricole dans la finalité d'assurer un encadrement rapproché et efficace des producteurs et ainsi obtenir une augmentation de la production et de la productivité alimentaire et contribuer dans le renforcement de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)
6. Objectifs	- Contribuer au renforcement des capacités techniques parmi le

spécifiques :	<p>personnel du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural MARNDR et les organisations nationales non gouvernementales (ONG) dans les zones d'importance majeure pour le développement de l'agriculture haïtienne.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à l'augmentation de la coopération entre les employés du MARNDR, particulièrement les représentants au niveau des bureaux départementaux et les officiels des ONG travaillant directement avec les petits producteurs.</li> <li>- Contribuer à la conception d'une assistance technique régionale et d'un programme de formation pour le MARNDR et des participants sélectionnés du secteur privé.</li> <li>- S'assurer que les cadres formés soient valablement utilisés et planifier à la fin du projet les nouveaux besoins en formation liés au développement de certaines filières.</li> <li>- Comblent la déficience de la CNSA dans la diffusion des informations géo-référencées et faciliter l'harmonisation des programmes en matière de sécurité alimentaire.</li> </ul>											
7. Bénéficiaires :	Les bénéficiaires directs seront les fonctionnaires du Ministère et autres professionnels du secteur qui auront été formés, et plus indirectement tous les agriculteurs qui bénéficieront de leurs conseils et de leur appui.											
8. Durée :	2011 - 2014											
9. Description des activités principales	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="472 1199 698 1310">ACTIVITE</th> <th data-bbox="708 1199 951 1310">EXTRANTS</th> <th data-bbox="951 1199 1214 1310">RESULTATS ATTENDUS</th> <th data-bbox="1214 1199 1450 1310">INDICATEUR(S) DE REALISATION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="472 1310 698 1675">Conduire des séminaires sur les meilleures pratiques agricoles actuelles</td> <td data-bbox="708 1310 951 1675">Séminaires de formation Matériel didactique</td> <td data-bbox="951 1310 1214 1675">Fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture formés sur les bonnes pratiques agricoles</td> <td data-bbox="1214 1310 1450 1675">Liste des thèmes définis Au moins 15 séminaires de formation organisés en septembre 2012</td> </tr> </tbody> </table>	ACTIVITE	EXTRANTS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR(S) DE REALISATION	Conduire des séminaires sur les meilleures pratiques agricoles actuelles	Séminaires de formation Matériel didactique	Fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture formés sur les bonnes pratiques agricoles	Liste des thèmes définis Au moins 15 séminaires de formation organisés en septembre 2012			
ACTIVITE	EXTRANTS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR(S) DE REALISATION									
Conduire des séminaires sur les meilleures pratiques agricoles actuelles	Séminaires de formation Matériel didactique	Fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture formés sur les bonnes pratiques agricoles	Liste des thèmes définis Au moins 15 séminaires de formation organisés en septembre 2012									

	<p>Concevoir et mettre en œuvre une assistance technique régionale et un programme de formation pour le MARNDR et des participants sélectionnés du secteur privé</p>	<p>Matériel de formation, Cours organisés avec l'aide d'universités étrangères.</p>	<p>Programme de formation établi et Cadres haïtiens et d'autres ONG formés</p>	<p>Programme de formation établi sur différents thèmes tels : l'Economie, la technologie agricole, le renforcement institutionnel, les Ressources Naturelles, la Production Végétale, et le Génie Rural.</p> <p>Au moins 5 conférences tenues d'ici à la fin de l'année 2011.</p> <p>Contacts établis et contrats signés avec au moins quatre (4) universités sélectionnées d'ici au mois de juillet 2011.</p> <p>Deux programmes de formation régionaux d'échanges (En France et a Costa Rica) organisés d'ici a la fin de l'année 2011.</p>	
--	--	---	--	---	--

	Visiter les DDA, les BAC et les institutions ayant suivi les sessions de formation pour un suivi de l'application des connaissances acquises.	Rapports de mission	Capacités nouvellement acquises utilisées efficacement auprès des petits producteurs	Au moins 2 visites de terrain et 5 rencontres organisées	
	Mettre en place de nouveaux observatoires et renforcer les capacités techniques et logistiques de ceux déjà existants	Documentation pour mise en œuvre, gestion et suivi des observatoires	Les outils actuels d'aide à la décision mis en place dans le domaine de la sécurité alimentaire sont améliorés dans leur présentation	Une équipe constituée au sein de la CNSA et capable d'assurer la continuité des actions de concertation à la fin du projet au niveau décentralisé.	
	Mettre en place un dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et renforcement du système d'information sur les marchés à travers les observatoires	Dispositif de suivi de la sécurité alimentaire sur tout le pays	Les informations sont publiées sur une base régulière  Les mécanismes de concertation	Au moins 4 bulletins trimestriels produits et publiés avec des informations quantifiables sur le profil des groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire  Diffusion chaque mois d'information sur la sécurité alimentaire  Constitution d'un	

			entre les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire sont renforcés en vue d'une meilleure coordination des interventions	réseau concertation	de
	Assister la CNSA dans la finalisation du Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	Plan d'action Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnel	Le pays dispose d'un Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel	Le document général sur la sécurité alimentaire et nutritionnel est révisé et mis à jour et au moins 50% des activités prévues sont réalisées d'ici à la fin de l'année 2011.	
	<p>COMMENTAIRE:</p> <p>Ce projet sera implémenté grâce à des fonds fournis par l'Union Européenne d'une part et d'autre part par l'USDA. Un total d'environ US\$1, 000,000 a été fourni par ces institutions pour le renforcement institutionnel. Néanmoins le bureau utilisera une partie de ses fonds propres pour y apporter un appui technique et en assurer le suivi.</p>				
10. Budget du projet	<b>ANNUAL DIRECT COSTS OF THE IICA PROJECT</b>				

<b>1. PERSONNEL</b>			
1.1. Office Personnel			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>	
Alfredo Mena		20	
Rachelle Chery		30	
Alain Thermil		30	
1.2. Personnel of the Programs and other Units			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>	
<b>2. DIRECT OPERATING COSTS (US\$)</b>			
<b>ITEM</b>	<b>QUOTAS</b>	<b>MISCELL</b>	<b>REGULAR FUND</b>
MOE 3: Formation et Autres activités Techniques	\$1,215	\$999	\$2,214
MOE 4 : Voyage officiel	\$2,835	\$3,000	\$5,835
MOE 5 : Documents Matériels et Intrants	\$1,620	\$1,080	\$2,700
MOE 6 : Equipement et Fournitures	\$1,080	\$405	\$1,485
MOE 7 : Communications, Carburant et Entretien	\$16,901	\$7,641	\$24,542
MOE 8 : Contrats de service	\$1,350	\$2,565	\$3,915
MOE 9 : Assurance, Activités officielles et Autres	\$2,328	\$1,254	\$3,582
<b>TOTAL OPERATING COSTS OF THE PROJECT</b>	<b>\$27,329</b>	<b>\$16,944</b>	<b>\$44,273</b>

## PORTFOLIOS DES PROJETS

1. Nom du Projet	<b><i>Renforcement de la Sante Animale au niveau national par l'appui technique au projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et du projet de Contrôle de la Grippe Aviaire</i></b>
2. Ligne d'Action par rapport au PMP:	Protection des Plantes et de la santé animale et salubrité des aliments : Ligne 2 : Modernisation des services nationaux sanitaires et phytosanitaires.
3. Champ d'Action:	National
4. La Problématique :	L'élevage constitue une part importante des activités de production des agriculteurs haïtiens. L'élevage a différentes fonctions au sein de l'exploitation agricole. Il constitue une trésorerie pour les dépenses courantes et un capital sur pied pour les investissements importants, en particulier pour les porcins et les volailles. Le pays est aussi confronté à des problèmes importants de santé animale. Les pertes annuelles imputables aux parasitoses internes ou externes ont été chiffrées à plusieurs dizaines de millions de dollars américains. La déficience organisationnelle et le manque de ressources humaines, de moyens matériels et financiers des services vétérinaires du MARNDR n'ont par permis d'enrayer des maladies animales de grande importance économique comme la Peste Porcine Classique ou la maladie de Newcastle ou à caractère zoonotique comme la rage et le charbon bactérien qui provoquent, depuis des décennies, des dégâts considérables dans l'élevage haïtien et qui représentent, dans le cas des zoonoses un risque pour la santé humaine (Cf. : Plan d'Investissement du Secteur Agricole du MARNDR).
5. Objectif général :	Appui au Renforcement du Système National de Protection sanitaire pour faciliter le contrôle et la surveillance épidémiologique de certaines maladies et pestes au niveau du secteur agricole.
6. Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribuer dans le contrôle de la Peste Porcine Classique et de la maladie du Teschen et au Renforcement de l'Infrastructure Animale et Végétale en Haïti</li> <li>• Appuyer le Plan National du Gouvernement Haitien qui vise à minimiser le danger que représente pour les êtres humains l'infection à l'IA hautement pathogène (HPAI) et à d'autres zoonoses, et à se préparer contrôler et répondre à la pandémie de l'influenza et à d'autres urgences liées aux maladies infectieuses chez les êtres humains</li> </ul>
7. Bénéficiair	Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du

es :	Développement Rural Groupes de Producteurs ONGs			
8. Durée :	2011 - 2014			
9. Description des activités principales	<b>ACTIVITES</b>	<b>EXTRANTS</b>	<b>RESULTATS ATTENDUS</b>	<b>INDICATEUR DE REALISATION</b>
	Appuyer le Plan National du Gouvernement pour minimiser le danger pour les êtres humains et le secteur de la volaille de l'infection à l'AHI et à d'autres zoonoses en Haïti, et faire face à une potentielle pandémie d'influenza humaine.	Un plan national gouvernemental existant et fonctionnel	Le secteur Agricole a amélioré sa capacité pour faire face à l'AHI et d'autres zoonoses (Prévention et Contrôle)	La moitié des sections communales transmettent temps opportun un rapport hebdomadaire de surveillance à fin de l'année 2012.  2800 éleveurs de volaille basse-cour appliquent les moins de trois prescriptions pour protéger la volaille et/ou la famille contre l'AHI.  Séance de vaccination de 2 mois dans chaque département et 800,000 porcs vaccinés

	<p>Appuyer le développement d'une infrastructure de santé animale et végétale plus forte en Haïti</p>	<p>Séances de formation organisées pour vétérinaires</p> <p>Echantillons prélevés Gwoupman santé</p> <p>Bêtes constitués et formés</p> <p>Porcs vaccinés</p>	<p>Coopération avec le MARNDR, le Secteur Privé et d'autres organisations internationales et infrastructures renforcés. Réseau épidémiologique établi</p>	<p>Au moins deux (2) ONG participant dans le développement des activités chaque année.</p> <p>Au moins 4 postes de quarantaine réhabilités d'ici à la fin de l'année 2012.</p> <p>18 Stations de Radio communautaire diffusent des spots publicitaires sur la PPC chaque année.</p> <p>35000 feuillets d'information et 5000 posters distribués chaque année.</p> <p>2 Sessions de formation avec 10 techniciens organisés chaque année</p> <p>Matériel disponible pour la vaccination de plus de 600,000 animaux chaque année.</p>
<p><b>COMMENTAIRE:</b> Ce projet sera implémenté grâce à des ressources externes de l'ordre de US\$2,000,000 au total fournis d'une part par la Banque Mondiale pour le Contrôle de l'Influenza Aviaire, d'autre part de l'USDA pour la lutte contre la Peste Porcine Classique et le renforcement des infrastructures. Néanmoins, le bureau utilisera une partie de ses</p>				

	fonds propres en appui au projet et pour en assurer le suivi.																																																																																																		
10. Budget du projet	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="4"><b>ANNUAL DIRECT COSTS OF THE IICA PROJECT</b></th> </tr> <tr> <th colspan="4"><b>1. PERSONNEL</b></th> </tr> <tr> <th colspan="4">1.1. Office Personnel</th> </tr> <tr> <th><b>Name</b></th> <th><b>Position</b></th> <th colspan="2"><b>% of Time</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Alfredo Mena</td> <td>Représentant</td> <td colspan="2">20%</td> </tr> <tr> <td>Rachelle Chery</td> <td>Specialiste en Projets</td> <td colspan="2">30%</td> </tr> <tr> <td>Alain Thermil</td> <td>Specialiste en Projets</td> <td colspan="2">30%</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <th colspan="4">1.2. Personnel of the Programs and other Units</th> </tr> <tr> <th><b>Name</b></th> <th><b>Position</b></th> <th colspan="2"><b>% of Time</b></th> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <th colspan="4"><b>2. DIRECT OPERATING COSTS (US\$)</b></th> </tr> <tr> <th><b>ITEM</b></th> <th><b>QUOTAS</b></th> <th><b>MISCELL</b></th> <th><b>REGULAR FUND</b></th> </tr> <tr> <td>MOE 3: Formation et Autres activités Techniques</td> <td>1,215</td> <td>999</td> <td>2,214</td> </tr> <tr> <td>MOE 4 : Voyage officiel</td> <td>2,835</td> <td>3,000</td> <td>5,835</td> </tr> <tr> <td>MOE 5 : Documents Matériels et Intrants</td> <td>1,620</td> <td>1,080</td> <td>2,700</td> </tr> <tr> <td>MOE 6 : Equipement et Fournitures</td> <td>1,080</td> <td>405</td> <td>1,485</td> </tr> <tr> <td>MOE 7 : Communications, Carburant et Entretien</td> <td>16,901</td> <td>7,641</td> <td>24,542</td> </tr> <tr> <td>MOE 8 : Contrats de service</td> <td>1,350</td> <td>2,565</td> <td>3,915</td> </tr> <tr> <td>MOE 9 : Assurance, Activités officielles et Autres</td> <td>2,328</td> <td>1,254</td> <td>3,582</td> </tr> <tr> <td><b>TOTAL OPERATING COSTS OF THE PROJECT</b></td> <td><b>27,329</b></td> <td><b>16,944</b></td> <td><b>44,273</b></td> </tr> </tbody> </table>			<b>ANNUAL DIRECT COSTS OF THE IICA PROJECT</b>				<b>1. PERSONNEL</b>				1.1. Office Personnel				<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>		Alfredo Mena	Représentant	20%		Rachelle Chery	Specialiste en Projets	30%		Alain Thermil	Specialiste en Projets	30%						1.2. Personnel of the Programs and other Units				<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>																		<b>2. DIRECT OPERATING COSTS (US\$)</b>				<b>ITEM</b>	<b>QUOTAS</b>	<b>MISCELL</b>	<b>REGULAR FUND</b>	MOE 3: Formation et Autres activités Techniques	1,215	999	2,214	MOE 4 : Voyage officiel	2,835	3,000	5,835	MOE 5 : Documents Matériels et Intrants	1,620	1,080	2,700	MOE 6 : Equipement et Fournitures	1,080	405	1,485	MOE 7 : Communications, Carburant et Entretien	16,901	7,641	24,542	MOE 8 : Contrats de service	1,350	2,565	3,915	MOE 9 : Assurance, Activités officielles et Autres	2,328	1,254	3,582	<b>TOTAL OPERATING COSTS OF THE PROJECT</b>	<b>27,329</b>	<b>16,944</b>	<b>44,273</b>
<b>ANNUAL DIRECT COSTS OF THE IICA PROJECT</b>																																																																																																			
<b>1. PERSONNEL</b>																																																																																																			
1.1. Office Personnel																																																																																																			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>																																																																																																	
Alfredo Mena	Représentant	20%																																																																																																	
Rachelle Chery	Specialiste en Projets	30%																																																																																																	
Alain Thermil	Specialiste en Projets	30%																																																																																																	
1.2. Personnel of the Programs and other Units																																																																																																			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>																																																																																																	
<b>2. DIRECT OPERATING COSTS (US\$)</b>																																																																																																			
<b>ITEM</b>	<b>QUOTAS</b>	<b>MISCELL</b>	<b>REGULAR FUND</b>																																																																																																
MOE 3: Formation et Autres activités Techniques	1,215	999	2,214																																																																																																
MOE 4 : Voyage officiel	2,835	3,000	5,835																																																																																																
MOE 5 : Documents Matériels et Intrants	1,620	1,080	2,700																																																																																																
MOE 6 : Equipement et Fournitures	1,080	405	1,485																																																																																																
MOE 7 : Communications, Carburant et Entretien	16,901	7,641	24,542																																																																																																
MOE 8 : Contrats de service	1,350	2,565	3,915																																																																																																
MOE 9 : Assurance, Activités officielles et Autres	2,328	1,254	3,582																																																																																																
<b>TOTAL OPERATING COSTS OF THE PROJECT</b>	<b>27,329</b>	<b>16,944</b>	<b>44,273</b>																																																																																																



## PORTFOLIOS DES PROJETS

1. Nom du Projet	<b><i>Relance de la Production Agricole et la Sécurité Alimentaire en Haïti par l'appui technique aux différents projets implémentés par le bureau</i></b>
2. Ligne d'Action par rapport au PMP:	Innovation Institutionnelle pour un nouveau paradigme pour le changement technologique pour la production et la diversification alimentaire (Agriculture et Sécurité Alimentaire).
3. Champ d'Action:	National
4. La Problématique :	La lutte contre l'insécurité alimentaire est tributaire des progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté. Si les actions structurantes entreprises tout au long des années 90, dans un environnement politique instable, n'ont pas conduit à une amélioration des conditions de vie de la population haïtienne, des efforts significatifs sont à noter en matière de réduction de la prévalence de la sous-alimentation passant de 65% des années 90 pour descendre à 44% à la fin des années de la décennie 2000 (FAO, CNSA, 2003). Cependant, cet acquis reste insuffisant au regard de la tendance à l'augmentation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Ces dernières années, l'augmentation continue des prix des produits alimentaires sur le marché alimentaire, tributaire de la hausse des prix des produits pétroliers et les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques ou encore le séisme du 12 janvier 2010 ont eu pour effet d'affaiblir les moyens d'existence durable des ménages haïtiens et de créer ainsi des conditions à l'intensification de l'insécurité alimentaire.
5. Objectif général :	Contribuer à l'amélioration des revenus des populations défavorisées à travers l'augmentation de la production agricole, tant en termes de rendement que de superficies plantées et par là, aider à la sécurité alimentaire de ces populations cibles.
6. Objectifs spécifiques:	<p>Contribuer à l'amélioration de l'alimentation des populations urbaines et rurales qui se trouvent en situation de vulnérabilité sociale, par la consommation d'aliments frais de qualité auto produits selon les techniques de production organique, respectueuses de l'environnement.</p> <p>Aider à fournir aux populations en conditions vulnérables accès à l'eau à travers le captage et le stockage de l'eau de pluie</p> <p>Contribuer à mettre en place à Fond des Nègres (Département des Nippes) des bases pour le développement d'activités de recherche</p>

	<p>agricole, d'assistance technique et d'extension rurale qui dynamisent le développement rural durable et consolident les initiatives de sécurité alimentaire.</p> <p>Collaborer dans la structuration et la mise en place d'une expérience pilote d'achats locaux en provenance de l'agriculture familiale de Fond des Nègres, capable de stimuler l'inclusion sociale et le combat de la pauvreté à partir de l'accroissement de la production de l'agriculture familiale et la construction d'un instrument politique public en faveur d'achats à l'agriculture familiale</p> <p>Appuyer le développement d'un système de production et commercialisation viable et durable des racines et tubercules, capable d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire en général en Haïti</p>															
7. Bénéficiaires :	Populations défavorisées des plaines et zones périurbaines ciblées dans le cadre des projets de sécurité alimentaire en exécution.															
8. Durée :	4 Ans : 2011 - 2014															
9. Description des activités principales	<table border="1"> <thead> <tr> <th>ACTIVITE</th> <th>EXTRANTS</th> <th>RESULTATS ATTENDUS</th> <th>INDICATEUR DE REALISATION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Formation en établissement de jardins potagers organiques et distribution d'intrants de qualité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-est, du Centre et de l'Artibonite</td> <td>Jardins potagers organiques établis selon les normes</td> <td>Familles des localités concernées ont accès à des produits de qualité de leurs jardins améliorant leur diète alimentaire</td> <td>Au moins familles de département géographique accès à légumes de qualité à l'année 2011</td> </tr> <tr> <td>Construction de citernes pour le captage et le stockage d'eau de pluie dans la commune de Ganthier</td> <td>Citernes de 16 m<sup>3</sup> construites selon le modèle brésilien</td> <td>Les familles ont accès de façon continue à l'eau pour des utilisations diverses à Pays Pourri,</td> <td>Environ familles ont l'eau de citernes à l'année 2011</td> </tr> </tbody> </table>				ACTIVITE	EXTRANTS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR DE REALISATION	Formation en établissement de jardins potagers organiques et distribution d'intrants de qualité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-est, du Centre et de l'Artibonite	Jardins potagers organiques établis selon les normes	Familles des localités concernées ont accès à des produits de qualité de leurs jardins améliorant leur diète alimentaire	Au moins familles de département géographique accès à légumes de qualité à l'année 2011	Construction de citernes pour le captage et le stockage d'eau de pluie dans la commune de Ganthier	Citernes de 16 m <sup>3</sup> construites selon le modèle brésilien	Les familles ont accès de façon continue à l'eau pour des utilisations diverses à Pays Pourri,	Environ familles ont l'eau de citernes à l'année 2011
ACTIVITE	EXTRANTS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEUR DE REALISATION													
Formation en établissement de jardins potagers organiques et distribution d'intrants de qualité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-est, du Centre et de l'Artibonite	Jardins potagers organiques établis selon les normes	Familles des localités concernées ont accès à des produits de qualité de leurs jardins améliorant leur diète alimentaire	Au moins familles de département géographique accès à légumes de qualité à l'année 2011													
Construction de citernes pour le captage et le stockage d'eau de pluie dans la commune de Ganthier	Citernes de 16 m <sup>3</sup> construites selon le modèle brésilien	Les familles ont accès de façon continue à l'eau pour des utilisations diverses à Pays Pourri,	Environ familles ont l'eau de citernes à l'année 2011													

			Mare Roseau, Dubois, Malafy et Maingritte		
	Mise en place de systèmes pour la recherche sur le maïs, le manioc, le riz et le haricot dans le département des Nippes	Parcelles de recherche établies	Augmentation des revenus des petits agriculteurs par l'intensification durable de la production agricole	Au moins 4 parcelles établies sur la ferme de Fond des Nègres d'ici à la fin de l'année 2011.	
	Organisation d'études pour un système adapté d'achats locaux et des rencontres avec les institutions concernées pour la recherche de synergie	Système pilote d'achats locaux lancé	Les agriculteurs sont en mesure d'offrir et de vendre leurs produits de façon constante.	Au moins 50% des petits agriculteurs inscrits dans la liste d'achat du gouvernement d'ici à la fin de 2012.  Un Rapport d'études publié et disponible aux partenaires d'ici à la fin de l'année 2012.	
	Formation des agriculteurs sur les nouvelles techniques de production du manioc, de la patate et de l'igname dans la zone de Salagnac (Nippes) et Lévy (Sud)	Agriculteurs formés, prêts à vendre leurs produits sur le marché Sites de démonstration mis en place	De nouvelles technologies sont adoptées et acquises par les agriculteurs qui sont en mesure d'augmenter leur production et de la vendre à un bon prix.	Plus de 100 agriculteurs formés et 2 sites de démonstration établis d'ici à novembre 2012.	
	COMMENTAIRES: Le bureau intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire à travers des projets financés par plusieurs bailleurs de fonds tels ACIDI Canada, Agence				

Australienne de Coopération, le CARDI, l'Agence Brésilienne de Coopération, l'Union Européenne etc. Des accords ont déjà été signés avec ces différents organismes de financement et fonds de l'ordre de US \$15000000 doivent être disponibles pour des interventions en matière de sécurité alimentaire pour les quatre (4) prochaines années. Toutefois, le bureau utilisera une partie de ses fonds propres dans le but d'appui ces projets et en faire le suivi.

10. Budget  
du projet

<b>ANNUAL DIRECT COSTS OF THE IICA PROJECT</b>			
<b>1. PERSONNEL</b>			
1.1. Office Personnel			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>	
Alfredo Mena	Représentant	20	
Rachelle Chery	Spécialiste en Projets	30	
Alain Thermil	Spécialiste en Projets	30	
1.2. Personnel of the Programs and other Units			
<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>% of Time</b>	
<b>2. DIRECT OPERATING COSTS (US\$)</b>			
<b>ITEM</b>	<b>QUOTAS</b>	<b>MISCELL</b>	<b>REGULAR FUND</b>
MOE 3: Formation et Autres activités Techniques	\$1,620	\$1,332	\$2,952
MOE 4 : Voyage officiel	\$3,780	\$4,000	\$7,780
MOE 5 : Documents Matériels et Intrants	\$2,160	\$1,440	\$3,600
MOE 6 : Equipement et Fournitures	\$1,440	\$540	\$1,980
MOE 7 : Communications, Carburant et Entretien	\$22,535	\$10,188	\$32,723
MOE 8 : Contrats de service	\$1,800	\$3,420	\$5,220
MOE 9 : Assurance, Activités officielles et Autres	\$3,105	\$1,672	\$4,777
<b>TOTAL OPERATING COSTS OF THE PROJECT</b>	<b>\$36,440</b>	<b>\$22,592</b>	<b>\$59,032</b>





**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DES RESSOURCES NATURELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

**MINISTÈ AGRIKILT  
RESOUS NATIRÈL  
AK DEVLOPMAN RIRAL**

M-A/HICA : 348

Port-au-Prince, le 19 janvier 2011

Monsieur Alfredo MENA  
Représentant de l'IICA en Haïti  
En ses Bureaux.-

**Monsieur le Représentant,**

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) accuse réception de votre correspondance CaRC/HT-0016 du 10 janvier 2011, ainsi que du draft de document de Stratégie de Coopération Technique pour Haïti.

Le MARNDR voudrait féliciter l'IICA pour la production et la qualité de ce document et le remercier tant pour la transmission du draft que pour le fait de penser à associer le Ministère à la finalisation de ce cadre de stratégie arrêté pour les quatre prochaines années. Le MARNDR apprécie particulièrement l'alignement des axes stratégiques de l'IICA sur les priorités définies dans le nouveau document de Politique Agricole du Ministère et dans le Plan National d'Investissement Agricole.

Le draft transmis par l'IICA a été analysé au niveau du Cabinet du Ministre et il en ressort que, malgré quelques coquilles encore existantes, le document est à une phase d'élaboration très avancée et paraît acceptable sous cette forme. En conséquence, le Ministère de l'Agriculture propose d'en poursuivre la finalisation avec sa déléguée auprès de l'IICA qui connaît déjà le dossier et qui indiquera au final le bon momentum pour l'approbation de ce document de stratégie de la part dudit Ministère.

Le MARNDR vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, ses meilleures salutations.



**Joangs GUE  
Ministre**